Séance publique du 23 septembre 2002

Délibération n° 2002-0802

commission principale : finances et institutions

objet : **Indemnités de participation des architectes et experts techniques libéraux aux commissions et jurys institués par le code des marchés publics**

service : Délégation générale aux affaires générales - Service marchés publics et affaires juridiques

Le Conseil,

Vu le rapport du 12 septembre 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le code des marchés publics prévoit la participation obligatoire de personnalités ou de maîtres d'œuvre dans le déroulement de certaines procédures : appel d'offres sur performances (articles 36 et 68) conception-réalisation (articles 37 et 70), concours (articles 38 et 71), procédure négociée spécifique à la maîtrise d'œuvre (article 74.II.2°), concours de maîtrise d'œuvre (article 74.II.3°), appel d'offres utilisé par dérogation au concours (article 74.II.3°).

Pour répondre à cette obligation, la participation d'architectes ou d'experts techniques est fréquemment sollicitée par la Communauté urbaine pour participer aux diverses réunions prévues par le code des marchés publics.

Si les textes de référence sont précis sur les conditions d'intervention de ces personnes, aucun d'eux n'a prévu le versement d'une indemnité de participation. Or, il paraît légitime de définir le principe d'une indemnisation au regard des capacités de conseil attendues et au regard du temps que la Communauté urbaine demande à ces personnes de lui consacrer. Il convient, en outre, d'assurer l'égalité de traitement des membres des jurys et des commissions, en fixant précisément, par une décision-cadre unique, les modalités d'une rémunération.

Pour ce faire, il était opportun de trouver une assise réglementaire à cette rémunération et, après diverses recherches, il a été jugé intéressant de se référer au rôle et à la rémunération des architectes-conseils de l'équipement, tels qu'en disposent les articles A 614.1 à 614.4 du code de l'urbanisme et une circulaire du 9 mai 1986.

Concernant les modalités de la rémunération, il est proposé une rémunération forfaitaire pour une vacation unique journalière. Le montant de cette vacation serait le montant fixé à l'article A614.2, modifié périodiquement par arrêté conjoint des ministres chargés de l'urbanisme, de l'économie et des finances. Un centième du traitement brut annuel correspond à l'indice brut (944). Ce montant est actuellement de 492,08 € pour une vacation journalière et de 246 € pour une vacation à la demi-journée. Les éventuels frais de déplacement seraient remboursés pour leur montant réel sur présentation d'un justificatif.

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 1996-0961 en date du 24 septembre 1996 ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 36, 37, 38, 68, 70, 71, 74.II.2° et 74.II.3° du code des marchés publics ;

Vu les articles A 614.1 à 614.4 du code de l'urbanisme ;

Vu la circulaire en date du 9 mai 1986 ;

Vu sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002 ;

DELIBERE

1° - Accepte le principe d'une rémunération des architectes et experts techniques désignés pour participer aux jurys et commissions prévus aux articles 36, 37, 38, 68, 70, 71 et 74 du code des marchés publics.

2° - Dit que la rémunération prendra la forme d'une vacation forfaitaire unique versée pour l'ensemble de la procédure par référence à celle prévue à l'article A 614.2 du code de l'urbanisme et sera complétée, sur présentation d'un justificatif par le remboursement des frais de déplacement.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,